

Alternatives Economiques, Octobre 2000

Le faux débat de la « Nouvelle économie »

Par Eric Brousseau et Alain Rallet, Professeurs d'économie à Paris X et Paris XI
*

Faillites retentissantes dans le "e-business", retour des entrepreneurs de l'Internet vers la banque et le conseil.... L'"ancienne" économie serait-elle en train de prendre sa revanche sur la "nouvelle"? Pourtant plusieurs études récentes soulignent au contraire la contribution croissante des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) à la croissance et à l'emploi. Pour réconcilier ces deux dimensions de la réalité, il vaut mieux abandonner la notion même de "nouvelle" économie. Cette vision de l'Internet devenant le support d'un immense marché coordonné par les seules vertus de l'autorégulation et abattant toutes les formes antérieures d'organisation et d'institutions est trompeuse. Les TIC sont en effet une des composantes d'une mutation commencée de longue date de l'ensemble de l'économie. Ce développement répond aux besoins accrus de coordination induits par l'approfondissement de la division du travail dans tous les secteurs et toutes les activités. Il en résulte des transformations à la fois lourde et complexe de l'organisation de nos sociétés.

Lourde car ce sont des croyances, des compétences et des préférences qui déterminent les formes d'organisation collectives souhaitables et acceptables. Leur transformation implique du temps. Complexe car les formes organisationnelles très variées que nous connaissons sont le reflet de la diversité des sociétés et de leurs besoins de coordination. Il n'y a aucune raison qu'un modèle unique s'impose partout. Plutôt que d'essayer de plaquer (souvent sans succès) ce qui semble marcher ailleurs, il s'agit d'inventer une multitude de modèles adaptés chacun à leur contexte. Au lieu de reprendre le discours séduisant mais trompeur de la "nouvelle" économie, travaillons à construire une intelligence collective et distribuée des mutations en cours. Les trois piliers pourraient en être : une évaluation fiable des pratiques et de leurs impacts sur la société, une politique de la recherche tournée vers les usages plutôt que vers la technologie en elle-même et enfin un immense effort de formation et d'éducation.

* Co-auteurs d'un rapport du Commissariat général du plan, « TIC, organisations et performances économiques », <http://atom2.univ-paris1.fr/FR/>